

Jean DUPUY 1844-1919



Ancien sénateur de la [III^e République](#)

Ancien Vice-président du Sénat

DUPUY (JEAN), né le 1^{er} octobre 1844 à Saint-Palais (Gironde), mort le 31 décembre 1919 à Paris.

Sénateur des Hautes-Pyrénées de 1891 à 1919.

Ministre de l'Agriculture du 22 juin 1899 au 7 juin 1902.

Ministre du Commerce et de l'Industrie du 24 juillet 1909 au 2 mars 1911.

Ministre des Travaux publics et des P.T.T. du 14 janvier 1912 au 22 mars 1913.

Ministre des Travaux publics du 9 juin au 13 juin 1914.

Ministre d'Etat, membre du Comité de guerre, du 12 septembre au 16 novembre 1917.

Fils de Jacques Dupuy, « sergier », mercier quelque peu colporteur et cultivateur, qui s'était marié le 7 septembre 1842 avec Magdeleine Thérèse, de l'hospice des enfants abandonnés de Bordeaux, domestique qui ne savait pas lire, Jean Dupuy va à l'école de Saint-Palais et complète son instruction auprès du curé et du maire. Puis il aide son père aux champs et au magasin. Un jour, il décide de ne plus jamais travailler la terre et entre, contre l'avis de ses parents, comme « saute-ruisseau » chez un huissier.

En octobre 1865, il se rend à Paris avec son frère Charles et il travaille pendant plusieurs années chez un avoué. Il vit difficilement. Il a cependant beaucoup de succès auprès des clients de l'étude. En 1870, il est mobilisé dans la Garde nationale. Après la Commune, pendant laquelle il se lie d'amitié avec des révolutionnaires, il achète l'étude d'un huissier rue d'Aboukir.

Il se marie avec Sophie-Alexandrine Legrand, dont les parents étaient doreurs dans le Marais. En décembre 1873 naît de ce mariage Marie Dupuy qui épousera, à 24 ans, François Arago, petit-fils du grand astronome.

Jean Dupuy fait de son étude d'huissier la plus importante de Paris. Il est un conseiller d'affaires dont le jugement sûr est vite célèbre dans le monde des finances et du barreau.

En 1879, il devient président du conseil de surveillance du Petit Parisien et, en 1888, le propriétaire-gérant directeur. Sous son impulsion, ce journal atteindra le plus grand tirage du monde. Il était déjà propriétaire-directeur du *Siècle* depuis le 16 novembre 1887.

Jean et Sophie Dupuy aiment beaucoup recevoir, et parmi leurs hôtes se trouvent Alexandre Ribot, Maurice Rouvier, René Waldeck-Rousseau, qui firent partie tous les trois, en 1881, du Ministère Gambetta. A la fin de cette même année, Jean Dupuy cède son étude d'huissier à son frère aîné Charles, et ouvre en janvier 1882, 16, rue de Gramont, un cabinet d'affaires.

Il est élu sénateur des Hautes-Pyrénées le 4 janvier 1891, au premier tour de scrutin, par 401 voix sur 695 votants. Inscrit au groupe de la gauche républicaine, Jean Dupuy est combattu par les partis d'extrême gauche et d'extrême droite. Ce républicain, catholique de naissance, anticlérical de conviction, est amené à protéger Lourdes de toute sa puissance.

Au Sénat, où l'avait d'ailleurs précédée sa solide réputation de travailleur, il fait partie de la plupart des Commissions : finances, marine, Algérie, etc.

Il s'oppose le 14 mars 1891, sous la signature de Jean Frolo, dans son journal, à la suppression du régime de libre échange institué en 1860 entre la France et les autres pays, réclamée par Jules Méline, Ministre de l'Agriculture dans le deuxième Cabinet Freycinet. Les membres du comité du syndicat de la presse, dont Jean Dupuy faisait partie depuis plusieurs années, l'appel

lent à la présidence de ce syndicat et du comité général des associations de la presse. Ce mandat lui est confirmé pour quatre ans, en 1899, par l'assemblée générale des membres du syndicat. Comme rapporteur de la réforme de l'instruction criminelle, il prend une part décisive, en 1897, à l'établissement de l'instruction contradictoire. Pendant trois années consécutives, il rapporte le budget de l'Agriculture.

Aussi, est-ce à ce Ministère, dont il avait pu ainsi étudier tous les organes, qu'il fut appelé le 22 juin 1899, lors de la constitution du premier Cabinet Waldeck-Rousseau.

Ce Gouvernement surprit la Chambre et l'opinion par sa composition, car il réunissait des républicains progressistes et des radicaux-socialistes avec le général de Galliffet - surtout connu par sa répression sanglante de la Commune de 1871 et qui démissionna d'ailleurs le 30 mai 1900 - et le socialiste Alexandre Millerand.

Comme Ministre de l'Agriculture, Jean Dupuy - a organisé définitivement le crédit agricole et a créé l'office de renseignements agricoles. Son nom restera surtout attaché au développement de l'usage de l'alcool industriel.

Jean Dupuy, avec Millerand et Galliffet, encouragea Waldeck-Rousseau à demander la grâce de Dreyfus, qui fut signée par Emile Loubet le 20 septembre 1889.

Le 28 janvier 1900, il est réélu sénateur des Hautes-Pyrénées au premier tour de scrutin par 552 voix sur 699 votants, malgré une protestation du lieutenant-colonel Monteil qui avait obtenu 95 voix, après une campagne électorale violente au cours de laquelle ses adversaires l'avaient accusé de pactiser avec les pires ennemis de la société.

Le 20 avril, il inaugure le Palais de l'Horticulture de l'Exposition universelle.

Le 11 juin, il défend à la Chambre les producteurs français de blé au cours de la discussion d'un projet de loi concernant l'importation et l'exportation des blés et farines.

Au début de 1902, le tirage du Petit Parisien dépasse pour la première fois le million d'exemplaire.

Un mois après les élections législatives d'avril 1902, Waldeck-Rousseau, fatigué, se démet avec son Cabinet. C'est la première fois qu'un Ministère de la III^e République se retire sans avoir été mis en minorité. Jean Dupuy attendra sept ans pour retrouver un portefeuille ministériel.

Le Petit Parisien étrenne, le 4 avril 1904, un nouveau sous-titre : « Le plus fort tirage des journaux du monde entier ».

Le 7 avril 1905, Jean Dupuy intervient au Sénat dans la discussion du budget de la Guerre et sur la répression de la fraude sur les vins.

En mai et juin, il sert de négociateur officieux entre le Gouvernement français et l'ambassadeur d'Allemagne à Paris, sur l'affaire du Maroc.

En juillet, le Prince de Radolin, ambassadeur d'Allemagne en France, et le comte Witte, président du conseil des ministres russe, demandent à Jean Dupuy d'être ambassadeur de France à Berlin pour favoriser une politique de rapprochement entre la France, l'Allemagne et la Russie, mais il refuse à cause de la position de l'Allemagne vis-à-vis de l'Alsace-Lorraine.

En mars 1906, il est élu président de l'Union républicaine. Le 3 janvier 1909, il est réélu pour la troisième fois sénateur des Hautes-Pyrénées au premier tour de scrutin par 557 voix sur 673 votants.

Dans le premier Cabinet Briand, constitué le 24 juillet 1909, **Jean Dupuy revient au Gouvernement avec le portefeuille du Commerce et de l'industrie.** Le 2 novembre 1910, Aristide Briand remet sa démission. Le lendemain, désigné à nouveau par le Président de la République, il constitue un Ministère assez différent du précédent, dans lequel **Jean Dupuy conserve cependant son poste.**

Quatre mois plus tard, après une campagne menée à propos d'une indemnité allouée à la N'Goko Sangha, Briand remet pour la seconde fois la démission de son Cabinet au Président Fallières. Jean Dupuy retourne à son banc de sénateur.

Le 24 mars 1911, il est élu vice-président du Sénat, par 142 voix sur 145 suffrages exprimés ; le 22 décembre, le Sénat nomme une Commission chargée d'étudier la cession par la France à l'Allemagne de 275 kilomètres carrés du Congo français. Jean Dupuy en est élu l'un des vice-présidents. Cette question entraîne la chute du Cabinet Caillaux.

Le 14 janvier 1912, il est de nouveau ministre : Raymond Poincaré lui confie les Travaux publics et les P.T.T. dans son premier Ministère. A ce titre, Jean Dupuy demande une répression énergique des infractions aux règlements de la circulation automobile, pour que diminue le nombre des morts par accidents. Déjà ! Poincaré étant élu Président de la République le 17 janvier 1913, Briand est chargé de

constituer son troisième Ministère, dans lequel **Jean Dupuy conserve les Travaux publics et les P.T.T.** Trois mois plus tard, Briand remet sa démission et Louis Barthou forme un Cabinet dont Jean Dupuy ne fait pas partie. **Il est réélu vice-président du Sénat le 17 juin 1913, par 166 voix sur 168 suffrages exprimés.**

Après la chute de ce Cabinet, **Jean Dupuy est appelé par Poincaré à former le Gouvernement**, mais il renonce après deux jours de consultations. Le 15 janvier 1914, il est encore élu vice-président du Sénat avec 126 voix sur 217 suffrages exprimés.

Les élections générales législatives du 26 avril entraînent la démission du Cabinet Gaston Doumergue. **Poincaré fait appel à Jean Dupuy pour le remplacer, mais ce dernier refuse.** Ribot lui confie les travaux publics dans son ministère du 9 juin 1914 qui n'eut que trois jours d'existence.

Au début de la guerre mondiale, Jean Dupuy décide de rester à Paris malgré le départ du Gouvernement pour Bordeaux. En qualité de président du Comité des associations de la presse française, il demande au Sénat, le 5 août 1915, la réduction des droits de douane sur l'importation du papier journal.

Le 15 octobre 1916, il écrit, à propos de l'ouverture de la souscription du deuxième emprunt de guerre : « Le capital gardé dans un bas de laine est non seulement stérile, mais coupable. » Inlassable, le directeur du Petit Parisien continue à mener de front toutes ses activités : le journal, l'usine, les Hautes-Pyrénées, les Commissions sénatoriales. Il devient propriétaire du journal Excelsior qui avait été fondé en 1910 par Sir Basil Zaharoff, mystérieux et célèbre fournisseur de guerre. Homme d'affaires, homme politique, homme d'Etat, Jean Dupuy fut avant tout un homme de journal. Sa phrase préférée était : « Pour réussir dans la vie, il suffit de travailler et de posséder la connaissance des hommes. »

En 1917, Jean Dupuy avait alerté Clemenceau sur les douteux agissements de Paul Polo, qui se disait conseiller du commerce extérieur et avait monté une affaire de protection des marques d'origine. Cet escroc fut fusillé comme espion le 18 avril 1918.

Le 17 septembre 1917, Poincaré confie à Paul Painlevé la mission de former un Gouvernement. Il conserve la plupart des ministres du précédent Cabinet et nomme cinq **Ministres d'Etat membres du comité de guerre** : Barthou, Bourgeois, Doumer, Franklin - Bouillon et **Jean Dupuy**. Ce Ministère est renversé en novembre ; Jean Dupuy a été Ministre pour la dernière fois.

Foch et Clemenceau s'opposent, en avril 1919, sur les conditions de paix et Jean Dupuy, **chargé par Poincaré de les réconcilier, ne pourra mener à bien cette tâche.**

Le 28 septembre, il participe à l'hommage rendu par la ville de Tarbes à son glorieux citoyen, le maréchal Foch. Il revient malade de sa campagne électorale. Sa vie s'achève le 31 décembre 1919, à Paris, à l'âge de 75 ans. Son éloge funèbre est prononcé le 13 janvier 1920 par M. Gustave Denis, président d'âge du Sénat : « Il ne recherchait pas les honneurs, mais il ne refusa jamais son nom et son influence quand il jugea qu'ils pouvaient être utiles à son pays et à la République.

« Il laissera au Sénat le souvenir d'un excellent collègue, tout dévoué à ses amis, dont la conversation pleine de charme était nourrie d'idées et de faits. Il représentait bien notre vieille race française, toute pétrie - d'honneur, de loyauté, de vigoureux bon sens, de force de travail qui, après avoir étonné le monde par son allure magnifique pendant la guerre, ne l'étonnera pas moins par l'énergie qu'elle mettra, pendant la paix, à reconstruire sa maison dévastée. »

Jean Dupuy fut président du comité général des associations de la presse française, président du syndicat de la presse parisienne, membre du conseil supérieur des haras, vice-président de la société nationale d'encouragement à l'agriculture, membre de l'académie d'agriculture, membre du comité supérieur de l'agriculture.

Il était Commandeur du Mérite agricole, Grand-Croix de l'Ordre de l'Aigle blanc de Russie, etc.

Extrait du « Dictionnaire des Parlementaires français », Jean Jolly (1960/1977)